

GFP 5555

NI DIEU, NI CÉSAR... TRAVAILLEURS SAUVONS-NOUS MEMES!



le monde libertaire

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

MENSUEL. — N° 39.
JUN 1958.
PRIX : 30 FRANCS
Rédaction - Administration :
3, rue Ternaux, PARIS-XI
C.C.P. Paris 10.569-77
Georges VINCEY
ABONNEMENTS :
France : 1 an 360 fr.
Etranger : 1 an 400 fr.
Changement d'adresse :
30 fr. en timbres-poste

Face au coup de force militaro-fasciste AVANT TOUT, REFUSER LA SERVITUDE

Les coupables

IL VA FALLOIR REPARTIR vers l'espoir!

AL'HEURE où j'écris ces lignes, la tête encore remplie par le ressac que souleva l'immense vague populaire qui hier submergea les quartiers populaires, nos libertés essentielles sont menacées. Et derrière le mythe vieillie que nous n'avons cessé de dénoncer et que le président de la République vient de faire appeler profilé l'ombre des généraux factieux, des galopins sanglants, Massu entouré de ses janissaires avait promis « Nous remonterons les Champs-Élysées »!

par Maurice JOYEUX

EDITO

LE Congrès national de la Fédération Anarchiste vient de terminer ses travaux. Trois jours de débats passionnés durant lesquels les militants des fédérations régionales ont confronté leurs expériences, analysé leurs enseignements et déterminé les actions que les graves événements de l'heure imposent.

Des diverses interventions s'est manifestée la volonté des propagandistes libertaires d'organiser la riposte vigoureuse et décisive aux bandes factieuses. Conscients que les partis qui ont assumé la responsabilité du pouvoir ont créé les conditions favorables à un putsch fasciste d'Alger et d'Algérie, les congressistes ont affirmé que les libertés essentielles des hommes sont indissociables du droit des travailleurs au mieux-être et des populations colonisées de s'affranchir de la tutelle de colons rétrogrades.

La liberté formelle, cautionnée par le Capital n'est pas la libération des travailleurs qu'opprime une caste d'exploiteurs qui relèvent la tête, méprisant des lois sociales qu'en d'autres temps les organisations ouvrières leur avaient imposées.

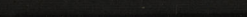
Mais ces libertés essentielles de vivre, d'agir et de penser, menacées par les complots militaires, les groupes anarchistes, cellules vivantes des fédérations, sont prêts à les défendre coûte que coûte.

Partout, dans les usines, les localités, les militants seront à l'avant-garde de la lutte anti-fasciste.

La solution ne peut plus être parlementaire.

L'initiative appartient aux travailleurs et à leurs organisations de combat. Les anarchistes réaffirment leur volonté de mener la lutte sur le terrain de classe, par des méthodes révolutionnaires. Tous sont mobilisés.

Si de Gaulle et ses paras tentaient leur coup d'Etat, la GREVE GENERALE serait la riposte immédiate.



L'anti-titisme renaît

L'ombre de Staline menace Tito

LA brusque tension entre Moscou et Belgrade, qui rappelle les jours sombres de la guerre froide, témoigne des importantes contradictions que pose aux Soviétiques leur prétention au rôle de dirigeant du bloc de l'Est.

Pourquoi Khrouchchev le « libéral » a renouvelé l'acte d'hostilité antititiste qui singularisa son prédécesseur Staline, lui qui fut le promoteur de la réconciliation Russo-Yougoslave? Doit-on imputer ce virage au clan des « durs » qui dispute au n° 1 la direction du Parti? Cette interprétation est, somme toute, assez discutée.

Le Clan Anti-parti
Khrouchchev avait amorcé le dégel alors que sévissait le groupe « anti-parti » de Molotov demeuré farouchement anti-yougoslave, malgré la condamnation implicite par le Congrès bolchévique de la politique de Staline dans ce domaine. Si Khrouchchev avait craint alors les réactions des durs, nul doute qu'il aurait attendu qu'ils fussent éliminés, avant d'entreprendre son voyage historique à Belgrade. Au contraire, Khrouchchev avait besoin de l'appui des Yougoslaves pour mener à bien son programme de libéralisation des rapports entre pays « socialistes » et de décentralisation interne. Venant après les critiques sévères du fameux « rapport », formulées contre le despotisme stalinien, les amitiés renouées avec Tito consolidèrent la position de Khrouchchev au sein du Comité Central où sévissait encore les tenants de la politique de fer. Depuis, Molotov, Kaganovitch et Joukov ont été appelés à des fonctions plus obscures et sibériennes. Le rapport de forces que vient renforcer la disgrâce de Boulganine est en faveur de Khrouchchev. Les raisons qui lui ont dicté son revirement sont donc d'un autre ordre.

Forcer le choix
Au cours du récent voyage de Khrouchchev à Budapest, les leaders des partis communistes de l'Est européen ont été mis en demeure de se prononcer sur la fidélité au parti d'union. Assortie d'une menace sournoise d'intervention armée, cette mise en demeure était un véritable ultimatum qui visait Tito à travers des partis frères dont la servilité ne fait pas de doute. Gomulka a compris lui aussi l'avertissement. La Pologne, qui souffre d'une économie anémiée, a besoin de l'aide financière soviétique. Les menaces de grève risquent de compromettre le gouvernement polonais talonné par les survivants du stalinisme. C'est ce qui explique les déclarations sensationnelles de Gomulka sur la légitimité de l'intervention soviétique en Hongrie. On pourra méditer sur l'amorçage des politiciens pour qui les moyens importent peu s'ils sont justifiés par la fin. La dignité, le sang des travailleurs pour ces marxistes du crime, ces stakhanovistes du charnier, sont des préceptes bourgeois, qui entraînent le libre essor d'un socialisme dont les massacres de Budapest resteront le plus beau fleuron.

Le Congrès extraordinaire de la Fédération anarchiste, réuni à Paris les 24, 25 et 26 mai 1958, demande à ses groupes et à ses militants de tout mettre en œuvre pour lutter sans merci contre les fascistes, appuyés par des factions militaires à la faveur d'une guerre absurde que nous n'avons cessé de dénoncer et qu'ils ne veulent pas terminer.

Il les invite expressément à resserrer leurs contacts, à se joindre aux Comités de résistance locaux les moins politisés et, surtout, à mener une action décidée dans leurs syndicats pour créer les conditions d'une riposte ouvrière immédiate.

Nos libertés essentielles reposant incontestablement sur le fonctionnement normal et les possibilités d'action des organisations démocratiques, leur défense est pour les libertaires un impératif absolu.

LA FEDERATION ANARCHISTE.

Vous trouverez exceptionnellement :
A Rebrousse-Poil
en page 3.

ALERTE AUX TRAVAILLEURS

L'agression des militaires contre les libertés menace les conquêtes du monde de travail. Les bandes fascistes tentent de relever la tête. Le gouvernement, écartelé entre des intérêts multiples et contradictoires, vient de faire décréter par la Chambre une loi d'exception.

ON NE DÉFEND PAS LA LIBERTÉ EN LA SUPPRIMANT

On ne défend pas la liberté avec les responsables de la guerre d'Algérie. On ne défend pas la liberté à l'aide de combines parlementaires. C'est à l'usine, dans la rue, serrés autour des organisations révolutionnaires que le peuple de France mettra la rébellion militaire, mettra fin à la guerre d'Algérie et assoira les libertés conquises par les travailleurs.

Le Comité d'Action Révolutionnaire, 3, rue Ternaux - PARIS XI
LE COMITE D'ACTION REVOLUTIONNAIRE EST COMPOSE DES ORGANISATIONS SUIVANTES :
Fédération Anarchiste - Parti Communiste Internationaliste (Trotskyste) - Syndicat des Charpentiers en Fer (C.G.T.) - Comité de Liaison et d'Action pour la Démocratie Ouvrière. Prenez contact avec le Comité d'Action Révolutionnaire, adhérez à sa proclamation.

NOUS devons en arriver là, plusieurs années d'une exaltation frénétique de l'Armée, le refus permanent des politiques de sanctionner les exactions et les crimes des militaires, la lâcheté des gouvernements successifs devant les dangereuses initiatives politico-stratégiques de l'état-major d'Alger devaient obligatoirement créer cette situation explosive.

Dans les colonnes de ce journal, depuis trois ans, nous n'avons pas cessé de dénoncer l'inconscience criminelle d'hommes dont la politique colonialiste et cocardière ouvrait le chemin à une aventure militaro-fasciste.

Dans le numéro précédent, nous avons nettement situé les responsabilités : s'ils échappent à la justice populaire, ni les Mollet, ni les Lacombe, ni quelques autres bouffons aux grimasants masques d'un faux socialisme n'échapperont au jugement de l'histoire.

Mais se lamenter sur le passé serait vain à l'heure où une terrible menace pèse sur ce que ce pays compte encore de libertés.

Face au déchaînement fasciste qui gronde sur les rives algériennes, où plus d'un porteur de képi rêve de chausser les bottes de Franco, nous devons opposer un barrage de TOUTES les énergies populaires.

Sans être dupes. Sans ignorer que les pantins politiques peuvent demain tout lâcher et ramper devant la Jeanne d'Arc gaulliste comme naguère, la plupart d'entre eux rampèrent devant Pétain. Sans ignorer non plus que les communistes peuvent demain, sur un ordre de Moscou, s'allier sur un gouvernement de Gaulle, promoteur d'une politique « d'indépendance » qui s'éloignerait de l'Amérique.

Mais il appartient, justement, aux minorités révolutionnaires de parler à ce double danger en influant, par leur présence et leur action, sur le mouvement de résistance. Aujourd'hui, il faut faire front contre le danger PRESENT.

La fragile gouvernement Pflimlin incapable de mater la rébellion militaire, incapable de faire un choix clair, se lance dans une ahurissante réforme de la Constitution qui, dans la situation actuelle, n'aura pour résultat que de frayer les avenues du pouvoir au général de Gaulle. Refusant de s'appuyer sur les masses populaires, ce gouvernement est à la merci d'un coup de force militaire opéré dans la métropole même, avec le concours d'une police gangrenée par les éléments fascistes et appuyé par un débarquement aéro-porté de parachutistes venus d'Algérie (1).

Pour les généraux félons et les colonels de prononciamiento de l'armée d'Algérie, portés

au pouvoir par un soulèvement fasciste, il ne reste, pour sortir de l'impasse où ils se sont fourvoyés, qu'une alternative : ou captiver devant Paris, ou, selon les paroles du général Salan, « remonter les Champs-Élysées ».

Certes, devant ce choix, une hésitation fait flotter ces héros de pacotille dans l'exécution de leur carnaval militaire. On le devine à certaines réticences. Ainsi, le général Massu, le lendemain même où il s'est emparé du pouvoir, proclame qu'il n'est pas un général factieux ! Ainsi, le général Salan, hier encore vomi par les ultras au point que ceux-ci tentèrent de l'assassiner, se

(1) Les formations de parachutistes, véritable armée dans l'armée, sont les seuls éléments « sûrs » sur lesquels s'appuient les factieux algériens. A preuve que, selon une lettre reçue ces jours derniers d'Alger, les jeunes recrues de la métropole sont, depuis le 14 mai, consignées dans les casernes, celles-ci étant gardées par des parachutistes.

par Maurice FAYOLLE

ils se sont fourvoyés, qu'une alternative : ou captiver devant Paris, ou, selon les paroles du général Salan, « remonter les Champs-Élysées ».

LA RÉPUBLIQUE EST MENACÉE

SOUS ce titre, le « Populaire Dimanche » adresse une tardive et pathétique proclamation.

Laissant de côté le bilan de ladite République depuis 1945, pour ne remonter qu'à la Quatrième, force nous est de reconnaître qu'elle est menacée.

par M. LAISANT

Nous irons plus loin : elle l'est depuis qu'un président du Conseil (socialiste, dit-on) — parti pour négocier la Paix — capitula devant les ultras et aligna sa politique sur celle de quelques fœdaux pour qui Marianne est une geuse et ses représentants des larbins; elle l'est depuis que (sous une direction ou avec une participation socialiste, paraît-il) le colonialisme est devenu vertu patriotique; elle l'est depuis que, avec le racisme et l'exploitation chônée, la torture a repris ses droits, sous les plis du drapeau tricolore.

Quel, Messieurs les Socialistes, la République est menacée.

Pour la sauver, pour réduire au silence les Massu et Salan, il suffisait de proclamer la démobilitisation de tous les soldats appelés sur la terre d'Algérie et de laisser les galonnés sans un sou, sans un homme, sans un fusil, sans une goutte de pétrole régler leurs comptes avec les fellaghas.

Il suffisait de cofrer Soustelle, Lacombe, Max Lejeune et quelques autres; les prisons ont embastillé assez d'innocents pour encaber quelques authentiques fripouilles.

Seulement, voilà, vous ne voulez pas perdre l'Algérie; elle doit demeurer française, si tant est qu'elle l'ait jamais été.

Alors il vous reste l'autre solution : essayer les crachats, parer avec les fesses les coups de pied au cul, déclarer légale l'illégalité des comités de salut public et légitimer ceux qui les ont commis.

(Suite page 2)

Sur l'appropriation des profits

UN camarade du genre de ceux qui sont devenus sceptiques et qui ne croient plus à grand-chose, me disait : « Comment peut-on admettre que des équipes qui travaillent dans une entreprise puissent laisser échapper de substantiels avantages qu'ils ont toute facilité de s'approprier et que par surcroît tout le monde considère, le cas échéant, comme légitimement acquis. »

On ne le sait que trop qu'il est difficile de lutter contre certaines erreurs ou de faux principes qui circulent avec le cachet de la vérité. Faut-il pour cela admettre qu'on s'abuse et se rallie à l'opinion commune? Je ne le pense pas.

Sur l'appropriation par l'entreprise des bénéfices qui sont dus — je précise bien — non pas à un surcroît d'efforts, de travail, mais au seul apport mieux compris des forces de la nature, il est impossible d'en justifier économiquement et moralement parlant la légitimité. D'ailleurs, et c'est ce qui me rend optimiste, les déterminismes qui interviennent dans cette attribution s'y opposent.

En toute justice, en toute logique, on ne peut se dire propriétaire que de ce qu'on a créé soi-même par ses seuls moyens, ses propres forces. Or, actuellement, personne ne peut revendiquer ce genre de propriété. Il n'y a pas de Robinson possible dans la société des hommes où l'interdépendance est une loi de nature. Toutes nos économies individuelles ou collectives relèvent de l'échange et personne ne peut se vanter de vivre sans échanger. Or, dès que vous échangez, vous êtes tenus, si vous ne voulez pas porter tort à votre partenaire de lui donner au moins autant que vous recevez. Et puisque tous nous sommes tantôt acheteurs, tantôt vendeurs de marchandises ou de services, en fin de compte l'équité est sa-

tisfaite si les échanges sont libres et si chacun a sa place au soleil. Mais ce qui est contre nature et profondément injuste et inhumain, c'est quand systématiquement certaines classes de la société donnent plus qu'elles ne reçoivent. Dans ce cas, la balance des échanges est une balance truquée où le cas autrefois pour les esclaves, les serfs, ou pour les peuples qui payaient des tributs. C'est le cas aujourd'hui pour les peuples occupés en Europe centrale et encore colonisés comme en Afrique, ou ceux qui subissent des régimes totalitaires où les salaires, les prix, les investisse-

ment, sont fixés d'autorité au bénéfice d'une classe. Mais c'est aussi le cas dans les pays, dits libres, où quantité de salariés, de producteurs sont victimes d'un dirigisme qui n'a de libéral que le nom.

On peut affirmer que toute mesure, tout acte de caractère politique ou économique qui oblige un producteur à céder les fruits de son propre travail en échange d'autres biens de moindre valeur, ou jugés tels, sans compensations correspondantes librement débattues et librement acceptées, est un abus de pouvoir intolérable qui justifie la révolte.

Un syndicaliste américain, John Lewis, dont la cote a été un moment très élevée aux U.S.A. a essayé, il y a quelques années, d'orienter le mouvement syndicaliste dans la voie du partage des profits. Voici ce qu'il écrivait en 1951 dans le « Bulletin syndical », numéro du 15 juillet : « Le vieux principe du syndicat des mineurs revendiqué pour l'ouvrier le droit au partage des bénéfices d'une production accrue grâce à la mé-

canisation. Si une nouvelle machine réduit les frais d'exploitation, le mineur doit profiter de cet avantage, et nous ne croyons pas que Dieu ait voulu faire profiter uniquement une Société houillère appelée à utiliser la découverte d'un inventeur. En Amérique, dit encore John Lewis, le standard de vie ne peut s'élever qu'à mesure que nous créons des valeurs nouvelles. En augmentant la productivité, le mineur ne prend pas l'argent dans la poche du public, il le prend sur le montant des valeurs nou-

velles à la création desquelles il contribue. »

A mon avis, J. Lewis se trompe. Il se trompe d'abord sur le sens du mot « valeur ». Un postulat de l'économie dit que le minimum de temps consacré à la production d'un bien en mesure la valeur à l'échange. En augmentant la facilité de production, c'est-à-dire la productivité, on ne crée pas de valeurs nouvelles, mais plus de biens pour la même valeur. Si l'on produit avec le même travail, la même dépense, deux unités de marchandises au lieu d'une, la valeur totale des deux unités est équivalente à celle de l'unité produite auparavant. Et, tout ou tard, les prix exprimés en valeur monétaire s'aligneront sur cette base, quelle que soit la résistance opposée par les coalitions d'intérêts.

Donc, les mineurs de J. Lewis en vendant le charbon au-dessus de sa nouvelle valeur, prennent parfaitement l'argent dans la poche du public puisque à l'échange, ils reçoivent plus qu'ils ne donnent. Ils s'approprient d'autorité la plus-value due à la mécanisation. Ils deviennent des capita-

Cependant que le Général-Micro... comme le Maréchal de 1940 offre "sa personne à la France"

La situation politique est encore assez trouble pour que l'on ne puisse étudier objectivement les événements et les positions qui, depuis le coup algérien du 13 mai, ont alourdi l'atmosphère d'une fébrilité inquiétante en soi.

par Roger HAGNAUER

On se croit sûr de soi, de ses idées, de ses négations — et pendant quelque temps tout chavire d'un seul coup, on se retrouve, tel un nageur exercé ayant perdu son rythme et son souffle, accroché désespérément, à quelque épave.

C'est en de telles circonstances que l'intuition se classe en vertu capitale et détermine la sélection des meilleurs. C'est elle, le 13 mai, a mené nos amis libertaires en des rencontres dont l'éventualité les aurait amusés ou indignés quelques jours auparavant. Et qui peut que les féliciter et les remercier.

Syndicalistes et libertaires, nous ne sommes guère en proie au délire sacré, parce que sans doute nous ne sommes pas des cadres de la société bourgeoise, que les organisations ouvrières se sont constituées, que les hommes libres se sont affirmés. Mais nous connaissons par expérience ceux qui veulent exploiter l'antiparitarisme anarchiste ou le pseudo-socialisme.

Avant 1914, Georges Sorel qui avait justifié en philosophe l'ouvrierisme et le syndicalisme révolutionnaire se laissa séduire par les pseudo-proudhonnismes. C'est elle, la déviation idéologique sans effet durable. De 1920, à nos jours, sur les ruines de la Démocratie, l'étatisme autoritaire, puis totalitaire, s'est incarné en Mussolini, Staline, Hitler, Franco, Pétain renforcé de Deat et de Doriot. Voilà qui suffit à notre édification.

La petite déviation par nos vieux pays ne s'est pas prolétariée. Elle n'est pas encore cette multitude déracinée qui n'a plus rien à perdre et qui n'attend plus que d'un chef omnipotent, l'unité, la forme, les galons et la gamelle. Mais les saccades du progrès technique et de l'évolution économique ont ébranlé les bases de stabilité et abattu les bornes de son pré carré. Elle espère un Bonaparte qui lui garantirait la consolidation de ses richesses acquises comme le premier ministre consacrer le partage des biens nationaux. Pas un conquérant dont l'ambition se nourrit des sacrifices de son peuple, pas un dictateur qui ne soit un homme de puissance déterminée l'arbitraire, les épurations imprévisibles, le terrorisme permanent. Non, il lui faut un professeur à son image, un homme qui s'élève contre les mouvements de l'histoire, qui assure le respect des frontières et des traditions, qui ne sache pas ce qui lui veut mais qui le veut à son tour.

avec autorité pour ne rien dire, qui ait sauvé la France... au micro, qui se soit posé en libérateur sur un sol roué par l'aviation anglaise, dans un pays où les chars américains, qui ait chahuté Roosevelt dans son fauteuil d'agonisant et dominé Staline... par la taille. Joseph Prudhomme monté sur échasses, figure d'épopée... pour Sacha Guity. Un mythe consolateur et rassurant dont l'instinct de conservateur. Un nouveau Pétain pour offrir sa personne à la France.

Encore Pétain fut-il le général de Verdun. De Gaulle incarne admirablement un armé de métier dont l'instinct est le napoléonisme... dont les chefs ont camouflé la débâcle en effort élastique et inventé des trahisons pour glorifier leurs défaites... qui n'a réussi en définitive qu'à trouver sa vocation policière.

Il est normal qu'il symbolise les espoirs d'une bourgeoisie qui ne survit que par la force d'inertie. Mais c'est là que se décide le piège redoutable. Nous évoquons la tentative fasciste du 6 février 1934. Velleités spectaculaires qui ne résistèrent pas à la grève générale du 12 février 1934. Ce qui resta ce fut l'Union nationale réussissant une gigantesque opération de déflation, voulue par les maîtres de la finance et de l'industrie. L'industrie, les magnifiques occupations d'usines de juin 1936 pour que la classe ou-

être espère-t-on une sorte de Dominion — financé et armé par la métropole — avec suprématie des colons (2), réalisée par le truquage des élections (système Naegelen) ou la violence légalisée, comme en Afrique du Sud.

En France, il s'agit aussi de conserver — même contre un patronat progressif — les profits de la propriété acquise (antagonisme du capital en formation). Il s'agit d'abolir le plein emploi, afin de réduire les salaires. Peut-être d'instituer l'autarcie... ce qui favoriserait en fin de compte, la politique de Moscou. De Gaulle peut assurer le succès d'une telle entreprise (Moscou utilisant le parti communiste comme opposition pendulaire). Mais la crainte du gaullisme peut aboutir au même résultat, en neutralisant la classe ouvrière.

Il est bon que syndicalistes et libertaires aient évité le piège en se mobilisant contre l'investiture militaire. Il est temps que les syndicats ouvriers préviennent la contre-offensive sur le terrain de leur cas. L'annonce : celui de l'action directe!

« Liberté couleur d'homme »

1924 : André Breton lançait le manifeste du surréalisme « comme une bombe explosant en vol paradiisiaque faisant le vide dans la basse-cour — et les débris atteignant au passage quelque digne vieillard à tigne d'écléctique » (1). Trente-quatre années se sont écoulées depuis, et Benjamin Pé-

vé est resté son ami le plus fidèle. C'est dire combien l'œuvre de Pévé est liée au surréalisme, œuvre que ne devrait par conséquent ignorer aucun libertaire. La violence avec laquelle ce poète condamne les tabous sexuels, les hypocrisies de l'Eglise et le patriarcat bourgeois, le surréalisme et le surréalisme ont fait un des nôtres.

Benjamin Pévé s'est créé au sein du surréalisme un style unique où l'image la plus irrrationnelle, la plus insolite se trouve en sa plume et colore la plus précise en son objet, et ce, d'une façon naturelle. Il concilie l'automatisme verbal le plus échevelé et le mépris le plus lucide. La poésie de Benjamin Pévé, c'est comme la manifestation du fonctionnement réel de la révolte. Elle nous montre le néant absolu caché derrière les grands mots, le poète à la sens de l'humour démythificateur.

Écoutons les propos de Lacoste (et des autres) alias « ministre des bords de sabots » (alias « ministre de la rage de dents », alias ministre des instruments défilés », alias « ministre des bateaux à la dérive » etc...): « N'est-on pas allé jusqu'à invoquer les décrets de la loi pour condamner la pose des rails sur les pelouses de Bataille? Ces procédés sont tout juste dignes des oreillers déchirés par les fleurs d'artichaut et laissant échapper des trompettes enrhumées. Il n'est pas possible de continuer sans boussolle chantante » (2).

REPARTIR VERS L'ESPOIR

(Suite de la page 1) Nous continuerons le combat! Et de cette masse ouvrière que notre pensée fécondera, se lèveront à nouveau des hommes qui repartiront vers l'espoir. M. J.

La suite des souscriptions paraîtra dans le prochain numéro. La digue doit tenir! Il faut que tous les hommes de cœur s'arc-boutent.

Même si la digue cède nous ne capitulerons pas!

LA RÉPUBLIQUE EST MENACÉE

Il vous reste, selon la gréboillesque tradition, à envoyer les fonds de la France et ses fils, à ceux qui préparent contre elle une agression. Ne nous étonnons pas si, demain, la glorieuse armée française, riche des milliards que le sacrifice du peuple lui aura consentis, débarque sur ce sol de France pour assainir les populations sous couleur de comité de salut public.

Enfermés dans un choix inéluctable, nous augurons se refusent à choisir. Sans vouloir comprendre ce qu'est l'heure de l'échéance, celle où il faut payer le tribut de la sottise et de la lâcheté.

Demain, le peuple devra se dresser face à la dictature, en payant une fois de plus de son sang; et vous le savez si bien, Messieurs du Pouvoir, que c'est à ce peuple que vous venez adresser pour vous opposer aux fascistes de tout poil.

Mais alors, pas d'équivoque, pas de main tendue aux uns pour sauver la République et ce qui lui reste de libertés et, d'autre part, de garantie aux ennemis déclarés de cette République.

On ne légitime pas Salan en invitant la masse à lutter contre ses séides. On ne refuse pas le pouvoir aux factieux pour mener la politique qui aurait été la leur. On ne laisse pas à de Gaulle le bénéfice d'une conférence de presse, quand toutes les manifestations sont interdites sur le territoire.

Cependant, M. Pflimlin et ses pairs attendent bêtement de savoir quelle voie choisira de Gaulle : la légale ou l'autre. Cela ne fait pas de doute, voyons, Louis-Napoléon Bonaparte avait choisi la même. Maurice LAISANT.

LES SYNDICATS FACE AU COUP DE FORCE FASCISTE

MOTION DE L'U.D. FORCE OUVRIÈRE DE L'EUROPE

La Commission administrative de l'Union départementale Force Ouvrière réunie à Evreux le 4 mai 1958.

CONSTATE avec une douloureuse angoisse que le drame algérien continue à causer chaque jour de nombreuses victimes musulmanes et européennes et qu'en l'état actuel des choses, aucune issue ne peut être prochainement espérée à ce conflit, malgré les affirmations répétées des milieux officiels;

DECLARE que la poursuite des hostilités et des violences de toute nature ne peut, dans son horrible logique, que conduire à l'extermination d'un des camps antagonistes, ce qui ne peut être admis, ni du point de vue humain et moral, ni du point de vue des relations internationales sur une « victoire totale française » exigerait une action militaire en territoires tunisiens et marocains;

AFFIRME solennellement qu'il faut, de toute urgence, rompre le cycle infernal des violences, qui s'est déjà beaucoup trop accumulé de morts, de souffrances, de haines et de ruines et rendu plus difficile la recherche d'une solution pacifique à la tragédie algérienne;

DEMANDE en conséquence la CESSATION IMMEDIATE DES HOSTILITES et le respect par les autorités civiles et militaires de la métropole et de l'Algérie, comme par les responsables musulmans de tout parti, des libertés fondamentales qui garantissent la vie et la dignité humaines.

Communiqué F.O.

« La Commission Exécutive de l'Union des Syndicats FORCE OUVRIERE de la Région Parisienne, réunie extraordinairement le jeudi 15 Mai à 18 heures :

- Condamne vigoureusement la prise du pouvoir par certains éléments factieux en Algérie, soutenus par une partie de l'Armée.
• Déclare que les Syndicats FORCE OUVRIERE défendent par tous les moyens les libertés démocratiques comme ils s'opposent à toute tentative de pouvoir personnel.
• Dénonce les pressions intolérables qui s'exercent sur le Gouvernement pour infléchir la politique de négociation et de paix, souhaitée par la majorité du pays.
• Se déclare résolue à suivre tous les mots d'ordre d'action de la C.G.T.-FORCE OUVRIERE.

Mandate son bureau pour prendre toutes mesures nécessaires par la situation, y compris

LA GREVE GENERALE SI LA DEFENSE DES LIBERTES DEMOCRATIQUES L'EXIGE.

Réflexions issues d'un 1er Mai sans grandeur

par Francis DUFOUR

J'ECRIS ces lignes au lendemain de ce « Premier Mai » 1958. Et avec le poète je ne puis m'empêcher de dire : « Ou sont les « Premier Mai » d'antan ? Ou la bourgeoisie apeurée ? Voyait sous les drapeaux sanglants Se masser la terrible armée... »

Depuis, en ce 1er mai 1958, les travailleurs de France et de Navarre avaient beaucoup de raisons valables d'exprimer, voire de dénoncer, leur terrible colère. Mais alors que, d'une part, les dirigeants responsables de la successorale numéro UN du Parti Communiste dit Français veulent qu'avec le Grand Prêtre Benoît Frachon : « La C.G.T. Continue ! », et que, d'autre part, les sous-officiers de feu le Général à Léon Jouhaux affirment : « Nous continuons la C.G.T. ! » Et ce 1er mai, il ne reste pas moins vrai que si les fondateurs, les animateurs de 1906, de la Confédération Générale du Livre avaient pu voir ce qu'est devenu leur œuvre d'aujourd'hui, ils seraient profondément déçus.

Quant à la position négative de tous « nos » parlementaires, quels qu'ils soient, vis-à-vis la justice sociale; voilà que les travailleurs les moins avertis le savent. Aussi bien, à ces réflexions issues d'un « Premier Mai » sans grandeur, il me vient à l'esprit, en guise de conclusion, cette stance puisée dans « Le 1er Mai » de notre cher chansonnier libertaire Charles d'Avray :

Pourquoi le Premier ? Qu'importe le moment, L'homme peut-il régler l'heure du châtiement ? Puis tous les jours sont bons lorsqu'il faut se défendre !

VIE DE LA FÉDÉRATION

- Groupe Louise Michel et Groupe d'Asnières. Dimanche 15 juin prochain. Rallye-Campagne à Saint-Nom-La-Breche. Tous renseignements utiles : Chez Laisant, 5, rue Paul-De-roulède, Asnières (Seine). A la librairie, 3, rue Ternaux Paris-11.
Le Groupe libertaire Louise Michel (18) Réunion du groupe, 3, rue Ternaux, Paris-11, (métro : Oberkampf) exceptionnellement à 18 h. 30 précises, la demi-heure éducative qui mènera au débat par notre camarade HELENE.
GROUPE PARIS-OUEST. — Pour tout renseignement, écrire à la permanence, 3, rue Ternaux, Paris (11).
ASNIERES. — Groupe Anarchiste : Salle du Centre administratif (deuxième et quatrième étages) MAISON-ALPURT ET ENVIRONS. — Groupe Anarchiste, réunion chaque vendredi. Renseignements au siège, 3 rue Ternaux, Paris (11).
LYON. — Groupe Durutti permanence tous les samedis, de 17 à 19 heures. Café du Bon Accueil, 71, rue de Bonnel Lyon (9). Renseignements et adhésions.
F. A. GROUPE DE LILLE. — Permanence tous les samedis, de 19 à 20 h. 30, 13, rue du Molinel.
BORDAUX. — Groupe Anarchiste « Sébastien-Faure » : s'adresser à Joachim Salamero, 50, cours de l'Argonne, Bordeaux.
GROUPE ANGERS-TRELAZE. — Réunion deuxième mercredi du mois, à 20 h. 30. Bibliothèque et librairie.
GROUPE ANARCHISTE DE MARSEILLE-CENTRE. — Réunion tous les lundis, de 18 h. 30 à 20 heures, 12, rue Pavillon, 2e étage.
Le Groupe libertaire Louise Michel et La Libre-Pensée de Montmartre organisent Vendredi 6 juin à 21 heures Salle Tréaigne 7, rue de Tréaigne (métro Joffre) sous la Présidence de M. COTHEREAU une Conférence publique et contradictoire avec André LORULOT Sujet : La vérité sur Lourdes Entrée libre

PRÈS DE NOUS

- REUNION DE CONTACT le vendredi 6 juin 1958 à 21 heures 3, rue Ternaux, à Paris entre tous les anarchistes espérantistes désirant favoriser des échanges d'informations dans tous les pays. — Pour tous renseignements, s'adresser à Natch.
LES AMIS DE HAN RYNER Samedi 7 juin, à 21 heures au Café de la Gare 3, place Saint-Michel (sous-sol) « Commémoration de nos morts » Gérard de LACAZE - DUTHIERS par KARL SAUVAGE « Le Sillage parcouru » par Louis SIMON
BORDAUX. — Echanton de jeunes pendant la belle saison. — Pour tous renseignements, écrire à : Césaire J. O. et A. PIERU, Butte de Praud, Rez-de-Nantes (L.-A.).
APPEL aux espérantistes — Il est créé au sein de l'Internationale des Résistants à la Quatrième section française un comité d'organisation. Ses buts sont : — Contacter les espérantistes dans tous les pays étrangers, espérantistes ayant les mêmes idées. — Aider les amis étrangers désirant correspondre avec des Français, et réciproquement. — Favoriser la correspondance entre jeunes. — Echanton de jeunes pendant la belle saison. — Pour tous renseignements, écrire à : Césaire J. O. et A. PIERU, Butte de Praud, Rez-de-Nantes (L.-A.).
adhérents des organisations suivantes : C.N.T. Française C.N.T. d'Espagne en exil Fédération anarchiste Solidarité Internationale Antifasciste
mis au courant du sort tragique qui est celui du militant libertaire de la République, les amis de ce groupe, condamnés à 30 ans d'emprisonnement en Espagne franquiste, président avec force contre cet acte de barbarie et réclament avec énergie sa libération ainsi que celle de toutes les victimes politiques qui pourrissent dans les geôles espagnoles.
REUNION D'INFORMATION samedi 21 juin à 10 heures à la C.N.T.F. vieille Bourse du Travail S'adresser à Bréglignan, 59, cité des Chartreux - Marseille.

LA FONCTION PUBLIQUE ET LA DÉFENSE DES LIBERTÉS

LES luttes de fractions bouleversent la bourgeoisie et ont approché du pouvoir les éléments militaristes soutenus par un colonialisme touché dans ses œuvres vives. Cette situation a posé le problème, dans la Fonction publique comme ailleurs, de l'attitude des travailleurs face à la nécessité de défendre, concrètement, ce qui leur reste des libertés chèrement conquises.

par René LEPAUVRE

milite et exemplaire. On lui place cette action dans les années qui suivent la « libération » ? Chacun peut répondre ! Annoncer les formules de la « Charte d'Amiens » en se refusant à l'action subversive son esprit (révolutionnaire) c'est être démagogue mais c'est aussi se discréditer et se priver de tout recours face à l'offensive ennemie.

LIBRAIRIE

Table listing various books and their prices. Includes sections like 'COLLECTION DES AUTEURS LIBERTAIRES', 'P.-V. BERTHIER', 'P. BESNARD', 'Ch.-Aug. BONTEMPS', 'DEVALDES M.', 'LORULOT', 'ABBE GUARDI', 'J. SOUFFRANCE', 'SÉBASTIEN FAURE', 'Maurice JOYEUX', 'HEM DAY', 'LÉONARD', 'P. PLANCHER', 'PROUDHON', 'RASSINIER', 'VOLINE', 'PROSPER ALFARIC', 'MARCEL GUICHARD', 'JEAN MONTEUIL', 'COLETTE CHAMBELLAND', 'J. HOURS', 'J. MAILTON', 'G. ORWELL', 'MICHEL RACON', 'P. MONATTE', 'DOLLENS', 'GEORGES LERANÇ', 'JEAN MONTEUIL', 'COLETTE CHAMBELLAND', 'J. HOURS', 'J. MAILTON', 'G. ORWELL', 'MICHEL RACON', 'P. MONATTE', 'DOLLENS', 'BOITEMPS Ch. Aug.', 'JOLIVET', 'NOM (1)', 'Prénoms', 'Adresse', 'A expédier à : VINCEY, Le Monde Libertaire, 3, rue Ternaux - PARIS (11). Le nom en majuscules. - C.C.P. 10,569-77

